5 Novembre :
une mobilisation historique pour nos professions
AMPLIFIONS LE RAPPORT DE FORCE !

La journée de mobilisation nationale du 5 novembre contre la vie chère et la défense des services publics a été exceptionnelle par son ampleur et sa détermination. 1,6 million de personnes en grève et dans les manifestations dans tout le pays, c'est le chiffre annoncé par la CGT. C'est considérable !

Dans nos secteurs, près de 200 lieux dédiés au spectacle et aux arts où des équipes ont été recensés en grève. Dans les secteurs du cinéma et de l'audiovisuel, près de 60 tournages ont connu des débrayages ou encore des grèves, ainsi que plusieurs cinémas. Des grèves ont également eu lieu à France Télévisions. Plusieurs tournages de fiction ont été arrêtés. Sur France 3, 14 journaux télévisés sur 23 programmés ont été annulés le midi et en soirée. Nos camarades de Radio France ont baissé le rideau sur France Culture, France Inter, France Musique et sur 21 des 44 locales d'ICI. Des journalistes et technicien·nes de BFM étaient aussi en grève pour dénoncer le glissement de la ligne éditoriale de la chaîne et les conséquences sur le terrain. Les artistes auteur·ices, notamment les artistes plasticien·nes, ont eux aussi été mobilisé·es en nombre, et trouvé des moyens pour cesser le travail bien que le droit de grève ne leur soit pas reconnu par la loi. Le théâtre de la Bourse du Travail est encore occupé et la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Auvergne Rhône Alpes bloquée.

Le gouvernement doit prendre la mesure de la colère qui est bien présente dans nos secteurs. Les coupes budgétaires qui se succèdent depuis deux ans ont conduit à une précarisation inacceptable de nos professions, confrontées au chômage de masse et à la baisse de leurs rémunérations. Nous demandons immédiatement le rétablissement des crédits qui ont été supprimés pour tous les services publics de la culture et de l'audiovisuel !

Le chômage de masse doit cesser et nous demandons au gouvernement de respecter l'engagement pris à sa création de doter le Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (FONPEPS) de 96 millions d'euros pour faciliter l'accès à l'emploi et notre opérateur de compétences l'AFDAS doit être préservé !

Alors que le gouvernement a encore ponctionné plusieurs milliards d'euros de l'UNEDIC et placé l'assurance chômage une nouvelle fois en déficit, nous alertons : les salarié·es intermittent·es du spectacle ne seront pas la variable d'ajustement pour répondre au chao budgétaire dont seul le gouvernement est comptable.

Nos employeurs doivent enfin prendre leurs responsabilités. La mobilisation massive qui a eu lieu ce 5 novembre traduit l'exaspération collective dans nos professions sur le niveau des salaires largement insuffisants pour boucler les fins de mois, ainsi que sur la détérioration partout de nos conditions de

travail. Dans quelques jours, le SMIC sera augmenté et s'ouvriront de nouvelles négociations salariales dans toutes nos branches professionnelles. La CGT Spectacle revendique que les salaires minima soient augmentés partout de 10% et de 5 % pour les salaires réels.

La CGT Spectacle appelle les travailleur·euses à rejoindre toutes les mobilisations à venir, interprofessionnelles comme en soutien aux lycéen·nes et étudiant·es, à amplifier le mouvement en organisant des actions et en mettant en discussion partout la question de la reconduction de la grève (préavis illimité déposés).

Nous devons nous remettre en mouvement dès demain, samedi 7 novembre, et mardi prochain 10 novembre. Ne lâchons rien !

Paris, le 06/11/2026